

Diffusion de nature non commerciale

Des exemplaires du film en question ont été diffusés dans les pays suivants par l'entremise des missions canadiennes:

États-Unis—New-York, Chicago, Boston, Détroit, Los-Angeles, Nouvelle-Orléans, Seattle, Washington.

Royaume-Uni—Londres, Liverpool.

Europe—Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Portugal, Suède, Turquie, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Espagne, Suisse.

Asie—Inde, Indochine, Japon, Singapour, Israël, Pakistan.

Afrique—Congo Belge.

Union Sud-Africaine—Le Cap Johannesburg.

Australie—Melbourne, Sydney.

Nouvelle-Zélande—Wellington.

Amérique du Sud—Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Mexique, Pérou, Trinidad, Uruguay, Venezuela.

Prix—Premier prix de la catégorie libre, films non destinés aux salles de spectacles, lors de la 5^e attribution de prix pour films canadiens, en 1952.

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENTS**SUBVENTIONS À L'AMÉNAGEMENT DES ROUTES, EN ALBERTA****M. Hansell:**

1. A l'exclusion des sommes octroyées pour la route transcanadienne, a-t-on accordé des subventions au gouvernement de l'Alberta pour la construction de routes au cours des vingt dernières années?

2. Dans le cas de l'affirmative, a) à l'égard de quelles routes a-t-on octroyé ces subventions, b) quels étaient les montants de ces subventions, c) quand les a-t-on octroyées?

3. A-t-on accordé une aide financière pour la construction ou le pavage de la route numéro 2 reliant Calgary à Macleod, ou pour tous autres travaux routiers intéressant cette route?

4. Dans le cas de l'affirmative, ces subventions étaient-elles assujéties à certaines conditions et quelles étaient ces conditions?

LOI SUR L'ASSISTANCE A L'AGRICULTURE DES PRAIRIES**MODIFICATIONS VISANT CERTAINES ALLOCATIONS**

L'hon. W. E. Harris (au nom du ministre de l'Agriculture) propose que la Chambre se forme en comité à sa prochaine réunion en vue de l'examen de la résolution suivante:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies relativement à certaines allocations prévues par la loi.

[L'hon. M. Pickersgill.]

—Informé de l'objet de cette résolution, Son Excellence le Gouverneur général en recommande l'examen à la Chambre.

(La motion est adoptée.)

LE CODE CRIMINEL**MODIFICATION VISANT LE PARI MUTUEL ET LA SURVEILLANCE**

L'hon. W. E. Harris (au nom du ministre de l'Agriculture) propose que la Chambre se forme en comité à sa prochaine séance pour étudier le projet de résolution suivant:

La Chambre décide qu'il y a lieu de présenter un projet de loi visant à modifier le Code criminel en ce qui concerne le fonctionnement du système de gageure par pari mutuel employé sur une piste de courses et à établir un prélèvement, suffisant pour assurer une surveillance uniforme et satisfaisante.

—Informé de l'objet de cette résolution Son Excellence le Gouverneur général en recommande l'examen à la Chambre.

(La motion est adoptée.)

AFFAIRES EXTÉRIEURES**TCHÉCOSLOVAQUIE—ALLUSION À UNE AFFICHE PARUE DANS LA "GAZETTE" DE MONTRÉAL**

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erhart Regier (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il a vu une annonce parue dans la *Gazette* de Montréal, ce matin, invitant des immigrants canadiens et futurs citoyens canadiens à retourner en Tchécoslovaquie y faire face au peloton d'exécution? Dans le cas de l'affirmative songe-t-il à protester contre l'appât ainsi offert, qui pourrait bien tenter certains immigrants en chômage, mal logés etc.?

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai bien vu, en effet, l'annonce en question,—du moins je pense que c'est l'annonce dont parle notre honorable collègue, qui a eu quand même la bonté de m'en faire parvenir une copie ce matin. Il ne s'agit que de ressortissants tchécoslovaques au Canada et non de citoyens canadiens d'origine tchécoslovaque ou d'anciens citoyens tchécoslovaques; autrement, l'annonce aurait été déplacée et inadmissible. Je ne saurais dire s'il est admissible ou non de faire paraître des annonces de ce genre et je fais procéder à une enquête à cet égard.

LE CHANCELIER ADENAUER—SA PROCHAINE VISITE AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. George H. Hees (Broadview): J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le chancelier Adenauer